

CHAPITRE 9 : LA RÉPUBLIQUE LIBÉRALE (1879-1899)

I/ La République des opportunistes (les années 1880)

A) La « République absolue »

expression utilisée par historienne Odile Rudelle qui définit IIIe répub de 1879 à 1914

2 premières années : opposition absolue entre droite (orléanistes, bonapartistes, légitimiste....) et les républicains qui les considèrent comme ennemis mortels de la République et la démocratie
monarchistes + bonapartistes refusent de reconnaître IIIe République mais participent tout de même aux élections

1879-1914 : aucune alternance : G républicaine est la seule à gouverner :
républicains remportent toutes les élections législatives et sénatoriales de 1877-79 à 1914
Inconcevable pour les républicains car D hostiles à la République et donc menace
interdit moral sur monarchistes et bonapartistes dès tentative de remettre en place monarchie

républicains veulent rester au pouvoir tant que mouvements de D (monarchistes, bonapartistes et catho ultramontains) n'auront pas acceptés et intégrés valeurs républicaines par une conversion idéologique → impossible pour eux en 1880

République absolue = République militante → unis contre monarchistes, bonapartistes et catho cléricaux (la « Réaction »)
tous les mouvements républicains sont unis autour de la IIIe République, de ses valeurs (politiques et philo), symboles (Marianne) → « idée républicaine »

qu'est ce que la République dans les années 1880 :

liberté :

→ intellectuelle : libertés de conscience, de pensée et de culte : chacun peut croire ou ne pas croire ce qu'il veut

→ politique : peuvent s'exprimer, se réunir et voter librement

égalité :

→ = juridique, civile et politique : tous les citoyens ont les mêmes droits → hommes libres et égaux par naissance (DDHC)

→ = des chances : veulent permettre à tous les Français d'améliorer leurs conditions sociales : méritocratie grâce école laïque, W de chacun, politique éco, sociale et scolaire, etc...

fraternité : veulent union nationale, réconciliation des Français après épreuves du passé
contre cléricaux, socialo : République est seul régime capable d'unir tout le monde et de garantir la paix civile

Patrie : patriotisme est valeur fondamentale et élément essentiel de la République

fort suite prise Alsace lorraine et défaite 71

République est alors héritière rev française, I et II répub

émergence nation = association patriotisme, liberté et égalité

B) Les républicains de gouvernement : les opportunistes

malgré conquête politique et électorale, républicains restent divisés sur politiques à adopter selon Gambetta et Ferry (libéraux) : donner priorité réformes libérales et démocratique sans brusquer français

républicains libéraux gouvernement durant 20 ans (79-99) → âge d'or des « républicains du gvt », surnommés

« opportunistes » ou « progressistes » ; même hm gouvernement ce tps là, et tendent à s'identifier à la Rép, l'Etat et la Fr

(voir tableau p.172)

années 80-90 : marquées par rivalité interne aux rép

→ gauche radicale est contre gauche libérale : paradoxal car appartiennent au même camp et donc s'opposent ensemble à la D

cpdt, radicaux émettent vives critiques contre gvt modéré

Clemenceau devient alors le « tombeur des ministères », et radicaux sont dans l'opposition gouvernementale

facteurs de division opportunistes et radicaux :

libéraux surnommés au début péjorativement « opportunistes » par radicaux car considérés comme laxiste avec monarchistes, de succomber aux délices du pvr, etc...

libéraux le reprennent de manière positive : opportunistes car prennent les opportunités qu'on leur offre sans bousculer la IIIe Rép fragile et les campagnes : avancent prudemment

opportunistes cpdt divisés : Union Républicaine de Gambetta (GG) et Gauche Républicaine (Ferry)
cpdt, Gambetta meurt en 82 et Union se rapproche de Ferry

peuvent se quereller et de diviser car on une majorité écrasante en 81 (461 sièges contre 90 pour la D)

8 gvts se succèdent entre 75 et 85 (voir tableau p.173)

Gambetta, pourtant hm de la IIIe Rép, ne sera à la tête du gvt qu'en 81 après démission Ferry, cpdt gvt ne durera pas lgt car ses réformes (adoption scrutin de listes aux législatives et révisions lois constitutionnelles de 75 + révision des conventions avec compagnies privés de chemin de fer) ne plaisent pas aux rép modérés qui le renvoient le 26 janv 82

héritage tt de même important de Gambetta (ministère de l'agriculture, sous-secrétariat des Colonies et projet de révision constitutionnelle)

hm de la Rép mtn : Ferry (ministre de l'instruction publique, puis pdt du conseil (2x))

« opportunistes » : pères fondateurs de la IIIe rép

voir encadré p.174

C) Les oppositions à la République opportuniste

4 domaines séparent opportunistes des radicaux :

domaine religieux : O : anticléricaux, séparations Eglise-Etat, suprématie État sur confessions religieuses mais liberté de culte

radicaux : anticléricaux militants, ct antireligieux, catho = foi obscurantiste, veulent contrôle des cultes

domaine social : O : hostiles socialisme, partisans libéralisme éco (rép démocratique va entraîner rép sociale)

radicaux : état interventionniste, nationalisation chemins de fer, lois sociales, impôt progressif sur revenu

domaine colonial : O : relancent processus d'expansion car colonies est inséparable de la grandeur de la Fr

radicx : concentré sur All et patriotisme continental

domaine institutionnel : O : sont satisfait des lois constitutionnelles car laïcisés et républicanisés

radicx : veulent remplacer ces lois par une véritable constitution républicaine (renforcer IIIe rép) (ex : Sénat doit être élu SU direct)

tt de même, O et radicx ont les mêmes valeurs philo et politiques et les frontières entre les 2 peuvent être floues

Rép est tjr contestée par les monarchistes, bonapartistes car seule la monarchie catho est légitime → Rép affaiblit État et menace pvr Eglise

orléanistes : approuvent régime parlementaire et maintien libéralisme éco (mais restent fidèles idéaux monarchiques)

D est minoritaire AN, mais également divisé en elle même : pas vrmt un danger car monarchistes divisés, ainsi que bonapartistes

voir tableau p.176

extrême G également divisée : Comité révolutionnaire (socialistes jacobins), Parti ouvrier fr (socialo marxistes), Fédération des Wr socio de Fr (socialo réformistes et républicains = « possibilistes »), anarchistes

« possibilistes » : acceptent franchement IIIe rép malgré manque de réformes sociales

blanquistes : anciens communards donc ne l'aiment pas trop : veulent Rép des O renversée

marxistes : opposé à ct Rép libérale → régime bourgeois

anar : veulent ébattre cette structure étatique

ne font pas peur aux rép car sont peu élus

autre opposition : extrême-G révolutionnaire qui veut retour Rép de 93

Rép des O : accusée d'être trop proche des capitalistes, d'oublier revanche contre All

II/ La République libéral contestée : le boulangisme (1886-1889)

A) Une République inachevée et une France en crise économique et morale

élections législatives de 85 : O manquent de ne plus être majoritaire

rép accusent le scrutin de liste mais Fr st surtout mécontents et votent donc pour opposants de D (monarchistes et bonapartistes) et de G (radicx et patriotes intransigeants)

à ce moment là, gd crise éco : Gd dépression de 73 à 96 qui touche les finances, l'industrie, l'agri et toutes les catégories pro

crises financière : 28 janv 82, déclenché par faillite de l'Union générale (banq proche des catho intransigeants et D monarchistes) et mettent en accusation la Haute Banque protestante et israélite, accusé de contrôler Rép et finance

→ entraîne montée de l'anti-sémitisme à D comme à G

crise industrielle : touche tous les secteurs ou ouvriers souffrent du chômage → déçus par Rép qu'ils considèrent comme trop proches des industriels

grèves sont matés par l'armée et les ouvriers se tournent alors vers les radicx et l'extrême-G républicaine

crise agricole : touche monde rural, alors majoritaire → font face à une baisse des prix, à une nvelle concurrence

Rép n'incarne plus progrès

crise morale : instabilité gouvernementale remise en cause ainsi que la révision des lois

constitutionnelles qui n'était pas suffisante pour les radicaux
« réforme de l'Etat » mobilise à D comme à extrême G
crise morale naît également de scandales politico-financiers de et opportunistes qui associe donc
Rép O avec enrichissement personnel, corruption, népotisme
se nourrit également de la hantise de la décadence nationale : oublie l'Alsace Lorraine, ne
redressent pas prestige national...

12 mai 82 : fondation « Ligue Patriotique » avec Gambetta, Victor Hugo → veulent retour
Alsace-Lorraine mais la mort de Gambetta fera basculer le parti en totale opposition avec les O et
vers la D

critiques vont toutes vers un hm : Ferry car incarne Rép opportuniste
même si renversé en 85, n'enlève pas colère contre lui et Rép

droite s'unit alors que G se fracture → entraîne de très peu la victoire de la G aux élections de 85,
qui n'a alors plus de majorité totale et doit donc s'allier aux radicaux : instabilité gouvernementale

voir tableau p.180

B) Une nouvelle manifestation du mythe du sauveur

7 janv 86, Freycinet forme nv gvt avec au ministère de la Guerre le général Georges Boulanger
(réputé républicain)
considéré comme hm des radicaux car unit l'idéal patriotique, volonté de « républicanisation », plaît
également aux patriotes car symbole du prestige militaire, volonté de revanche, aspiration à une Rép
populaire
choix critiqué par monarchistes car permet à l'extrême G de contrôler le ministère de la guerre

ne déçoit pas patriotes et radicaux : général « social », refuse de faire intervenir l'armée contre les
grévistés, raye les 4 princes d'Orléans des rangs, lance des réformes militaires populaires
(amélioration des conditions de vie des soldats, rite patriotique le 14 juillet...)
→ réformes sociales, républicaines, patriotiques et unissent le pays et l'armée
mythe du sauveur qui se réactive pour Boulanger

extrêmement populaire avec radicaux et patriotes, avec de nb partisans côté Clemenceau ou Rochefort
propose autre réforme du service militaire (3ans, et tt le mde est concerné sans exception) très
populaire → image anticléricale, patriote, républicaine, populaire, de G

cpdt, boulangisme ambigu : radicaux se rallient au « sauveur » (ex : Déroulède) et veulent une Rép
autoritaire dans le but de la « Revanche » contre all
patriotes basculent vers la D autoritaire
crise franco allemande d'avril 87 renforce image « Sauveur » : commissaire fr emprisonné en All
suite affaire espionnage et Boulanger met tout en œuvre pr le libérer → devient celui qui n'a pas
peur des All et de Bismarck, contrairement aux lâches O

O ne veulent pas de guerre avec l'All et vont alors renverser le gvt de Goblet le 17 mai 87, qui fait
partir Boulanger
attise l'anti-parlementarisme et accroît popularité de Boulanger, vu comme victime des partisans de
l'All et d'intrigues parlementaires

boulangisme « deuxième-manière » émerge vrmt à partir du printemps 87 : très anti-parlementariste
+ volonté de démocratie directe + patriotisme exacerbé

mvt d'appel au peuple face à la Rép opportuniste accusé de confisquer le pvr du peuple par le
Chambre des députés
boulangisme identifié à la revanche, à l'armée contre les politiques
devient force d'opposition au gvt → veulent retour Boulanger ministre de la guerre, révision +
populaire des lois constitutionnelles, préparation de la revanche
boulangistes viennent de l'extrême D nationaliste, des bonapartistes, radicaux et patriotiques (extrême
G)

antiparlementarisme des boulangistes inquiète et radicaux : après manif du 8 juillet 87 où les parisiens
manifestent contre gvt → partisans de Clemenceau se retournent contre Boulanger ; radicaux hostiles
aux O restent fidèles (ex : Naquet)
scandale des décorations en nov 87 et les manifs qui s'en suivent poussent Jules Grévy à
démissionner de la présidence

ascension politique de Boulanger est à son apogée en 88 : gvt Tirard veut enlever prestige militaire
à Boulanger en le mettant à la retraite : cpdt, rend Boulanger alors électeur et éligible
se présente alors en victime du gvt et fédère les mécontentements ; avec un programme flou, il
séduit à D comme à G
veut dissolution de la Chambre des députés, révision des lois constitutionnelles et élection d'une
Assemblée constituante : « Révision, Dissolution, Constituante »

dès avril 88, se présente aux élections législatives partielles et les remportent, même contre les
républicains, qui sont abandonnés par l'électorat populaire
Déroulède le pousse à faire un coup d'état pour prendre le pvr mais Boulanger est légaliste et veur
remportent les élections législatives générales de l'automne 89

C) La contre-offensive républicaine et l'effondrement du boulangisme

heure de la contre-offensive chez les défenseurs de la Rép : « concentration républicaine » qui unit
toute la G anti-boulangiste
boulangisme aura permis de redéfinir la G rep : unit défenseurs de la Rép parlementaire (dont
possibilistes qui considèrent que le socialisme ne peut naître sans Rép)
23 mai 88 : G anti-boulangistes fondent la Société des droits de l'Homme et du Citoyen (avec
Clemenceau, gambettiste Arthur Ranc et possibiliste Jules Joffrin)

quant au boulangisme : mariage des contraires : coalition de tous les mécontents et adversaires du
pouvoir
ancré à l'extrême G et D, protestataire
Rochefort glisse de l'extrême G républicaine patriote à l'extrême-D nationalistes (celle des 80-90's)
→ naissance de la D révolutionnaire qui annoncent idées fascistes du Xxe siècle
de +, la « vieille droite » monarchiste et bonapartistes soutient le boulangisme à partir de 87-88 : y
voient le potentiel qu'ils peuvent tirer de sa popularité
→ les D veulent l'utiliser pour mettre fin à la IIIe rép et les campagnes électorales de Boulanger
sont financés par des monarchistes, qui espèrent se débarrasser de lui une fois la Rép abattue

voir tableau p.184

menace boulangiste fortement combattue par les gvts de Floquet et Tirard : nouvelle loi électorale qui
remplace le scrutin de liste départemental par le scrutin d'arrondissement + 12 avril 89, Haute Cour
de Sécurité (Sénat) lance une instruction contre Boulanger, Rochefort et Dillon pour complot contre
la sécurité de l'Etat (condamnés à la déportation à vie)

lors des élections législatives d'automne 89, anti-boulangistes accusent boulangistes de comploter contre la Rép

célébration centenaire de la Rép rappelle que la Rép garantit libertés, démocratie, progrès...

boulangistes plus unis : extrême G n'apprécie pas entrée des monarchistes et cléricaux (que Boulanger défend)

boulangisme tombe à D, et manquant de candidats, doivent faire appel aux monarchistes et bonapartistes → ne réunit donc pas tous les Fr et devient une force d'appoint pour la droite conservatrice

résultats législatives sont gagnés par Rép (366 sièges grâce campagnes) et la D obtient 166 sièges contre 44 pour les boulangistes (élus principalement par parisiens, île de France)

Boulanger se suicide et boulangisme se sépare entre extrême G socialo et extrême D nationaliste

III/ La république des progressistes et l'affaire Dreyfus (1890-1899)

A) Une République conservatrice et fondée sur les campagnes

IIIe Rép est alors soutenu fortement par les campagnes/province → bastion électoral du « parti républicain »

stratégie politique alors basée sur les ruraux (comme dite par Gambetta et Ferry) : fin du libre-échange en vigueur dès 1860 (tarif Méline) pour protéger les agris de la concurrence des « pays neufs » et de la crise agricole

rép s'identifie de + en + aux campagnes : monde stable et pacifié épargné par les agitations urbaines, calme et modérés, paix civile

veulent les défendre contre les grands propriétaires capitalistes, les grandes usines et garantir l'existence de la petite propriété paysanne (gage de l'équilibre social et politique)

→ France des « petits », chère aux radicaux et à la Rép conservatrice présidée par des rép modérés contre extrême G

radicaux évoluent également : passent d'un radicalisme citadin, parisien, ouvrier et protestataire à un radicalisme provincial rural, de la petite et moyenne bourgeoisie

centre se déplace dans le S-O

Paris → socialistes et nationalistes gagnent du terrain (conseil municipal dominé par D et extrême D nationaliste)

voir tableau p.186

90's : importante question sociale avec des grèves et manif ouvrières rudement réprimés par l'armée → poussée socialiste en 92 (municipales) et 93 (législatives)

attentats anar font penser aux progressistes que danger se situe mtn à l'extrême G socialiste

crise boulangiste : redéfinit la G rép → Rép est parlementaire, ne peut être fondé sur le « pouvoir personnel », démocratie représentative, référendum ou plébiscite qui pourraient renforcer pvr exécutif : attaque contre la Rép

accepté par G républicaine : socialistes réformistes, progressistes, radicaux : toute la G

« Révision » : revendication droite monarchiste, bonapartiste et extrême D nationaliste et anti-parlementariste

mtn, D rpx par légitimistes, catho intransigeants et nationalistes (xénophobe, autoritaire, anti-sémite, anti-républicaine/parlementaire)

D conservatrice : bouleversé par crise boulangiste et remise en qst de l'opposition intransigeantes

sur IIIe Rép

B) La République conservatrice et les catholiques : la qst du ralliement

pape Léon XIII (1878-1903) → Rép chrétienne n'est pas une absurdité car identification catho-monarchie : pas bon car entraîné lois laïques ; refuse instrumentalisation du catholicisme par D anti-républicaine ; a peur de la montée des idées socialistes → ordre social davantage menacé par socialisme que IIIe Rép

idée du ralliement lancée le 12 nov 90 par archevêque Mgr Charles Lavigerie → veut christianiser la Rép de l'intérieur, lutter contre les lois laïques sans reconnaître ppes libérx et laïques et l'idéologie démocratique et libéral de la IIIe Rép

ralliement permettrait maj à la Chambre avec les progressistes et catho ralliés et donc min pour radicaux anticléricaux

→ catho aident progressistes dans lutte contre socialisme et attentats anar et progressistes mettent fin politique laïque et tolèrent présence congrégations religieuses

voir tableau p.188

idée ralliement choque catho fr, souvent proche des monarchistes

Léon XIII décide d'intervenir et les invite à se rallier aux Rép

catho fondent alors nvelle force politique : les catholiques républicains

dès mars 90, député Jacques Piou forme un nv groupe parlementaire : la Droite constitutionnelle : reconnaît IIIe Rép

Albert de Mun rejoint aussi la Rép → chef monarchiste connu : ralliement ambigu qui inquiète les radicaux

en effet, radicaux ne croient pas en la sincérité des catho ralliés qu'ils accusent de comploter contre la Rép laïque → combat tjr anti-clérical

accusent également progressistes de renier pp rép en pactisant avec l'ennemi clérical

cpdt, bcp de catho intransigeants ne rejoignent pas rép et alliance catho-monarchistes existe tjr Rép reste mal absolue, idée renforcée par le scandale de Panama

→ 6 sept 1892 : quotidien antisémite la Libre Parole accuse banquier Jacques Reinach et financier Conerlius Herz (ts 2 juifs) d'avoir acheté vote de parlementaires et ministres pour permettre loi qui autorise Compagnie universelle du canal de Panama d'émettre obligations à la Bourse de Paris scandale a de lourdes csq : Rép associée à la manipulation, nb hm politiques sont balayés de la scène politique (Clemenceau)

nvelle génération de rép modérés arrivent : Raymond Poincaré, Leygues, Barthou, Delcassé

nb catho intransigeants sont encore + hostiles à la Rép (corrompue et contrôlé par les juifs)

cpdt, on peut observer des évolutions chez ct catho et ecclésiastiques : veulent apporter rép chrétienne à qst sociale → doivent « aller au peuple » car jugée comme trop proche des nobles ou de la grande bourgeoisie

Eglise et peuple doivent être unis : « démocratie chrétienne », incarnée par deux abbés démocrates (et non républicains) : abbé Jules-Auguste Lemire et abbé Gayraud (élus députés dès 93 et 96) → cpdt rejetés par D conservatrice car démo et rejetés par G anticléricale

méfiance touche également jeune mvmt démocrate chrétien et républicain : le Sillon (ancêtre du MRP) → veulent réaliser harmonie sociale et culturelle par alliance Eglise et peuple

tous ces phénomènes suscitent intérêt des progressistes : considérant que l'essentiel des réformes

libérales et démocratiques ont été réalisés, il faut garder une stabilité politique et sociale de +, nv péril menace Rép libérale : extrême G

→ élections législatives largement gagnées par progressistes, avec percée des socialistes + nb grèves ouvrières + attentats anarchistes (à Paris, dans la Chambre des députés et assassinat du pdt de la Rép Sadi Carnot le 24 juin 94)

pour progressistes et catho ralliés, doivent défendre société contre « péril rouge » : nv pdt de la Rép Jean Casimir-Périer (rép conservateur et autoritaire) et pdt du conseil Charles Dupuy veulent faire basculer Rép à D (en formant une maj avec entente des Rép modérés, des catho ralliés et des monarchistes qui acceptent régime rép)

29 juillet 94 : lois contre anar promulguées : limitation de la liberté de la presse (peur rév sociale amène à restreindre libertés)

ttfois, mvt à D ne se fait pas vrmt : vague d'attentats cesse suite répression et condamnation de nb anar et socialo + lois anti-anar ne st pas vrmt appliquées et Jean Casimir-Périer démissionne le 15 janv 95

Félix Faure est son successeur : progressistes gardent le pvr en dirigeant les gvts et le seul radical ne dure pas 6 mois

tournant conservateur de la Rép se ressent en politique étrangère : rapprochement avec la Russie Tsariste, qui n'ont rien en commun

conservatisme des progressistes se résume en une formule : « l'esprit nouveau » → plus d'anticléricalisme

voir tableau p.191

C) D'une affaire consensuelle à une affaire déchirant la nation : l'affaire Dreyfus

15 octobre 94 : capitaine Albert Dreyfus accusé de haute-trahison pour avoir transmis des docs militaires fr à l'ambassade d'All à Paris ; jugé par conseil de guerre du 19 au 22 déc 94 et déclaré coupable puis dégradé et condamné à la déportation à vie
affaire est alors considérée comme close car légitimité de l'armée n'est pas remise en cause et il n'a y pas lieu de contester sa décision → armée est considéré au dessus de tout soupçon et critiquer son verdict serait faire preuve de manque de confiance en la Rép, de patriotisme

→ extrême D nationaliste : armée est incarnation du patriotisme + outil de la Revanche : insoupçonnable ; monarchistes/bonapartistes : armée inattaquable ; rép progressistes : défendent honneur et prestige institution militaire ; radicaux : patriotes ; socialistes : ds ts les cas, la condamnation de Dreyfus est soit plus ou moins épargnée, soit n'en a que faire, soit est indubitablement coupable

très fort anti-sémitisme : anti-sémitisme idéologique

« père fondateur » : Edouard Drumond dans son livre « La France juive » (1886) : anti-judaïsme chrétien, complot judéo-maçonnique,

extrême-G : antisémitisme anticapitaliste : accuse les juifs d'avoir la main sur l'économie française par leur richesse financière et bancaire (issu du livre « Les Juifs, roi de l'époque, Histoire de la féodalité financière » publié en 1845 par Alphonse Toussenel)

de +, Drumond reprend à son compte l'antisémitisme racial : l'humanité est divisée en races distinctes et hiérarchisées et les juifs sont des étrangers à la nation rf, une race qui corrompt moralement et biologiquement la « grande nation »

→ Dreyfus est donc automatiquement coupable : traître car juif, qui sont partout et détruisent la France

94-95 : pas d'affaire Dreyfus : arrive au cœur de la vie politique après le « J'accuse » de Zola en 98
premiers défenseurs de Dreyfus st sa femme et son frère ainsi que le journaliste Lazare qui demande
les pièces du dossier à l'armée
→ sont publiés mais sont construites de toutes pièces, ce qui fait douter les premiers dreyfusards

affaire Dreyfus fait éclater les clivage politiques et culturels : partisans de droite et de gauche

affaire judiciaire devient politique en 97 : vice-pdt du Sénat demande révision du procès car
convaincu de l'innocence de Dreyfus : gvt refuse car le conseil de guerre ne peut s'être trompé

affaire dreyfus, morale et politique, commence alors : opposition dreyfusards et anti-dreyfusards
→ anti-drey rep st nb : progressistes refusent révision procès car estiment qu'ils doivent faire
respecter les institutions de la Rép, la magistrature et l'armée → révision du procès serait symbole
affaiblissement cohésion morale de la nation et prestige de l'armée

voir tableau p.194

d'autres progressistes voient en l'affaire Dreyfus la violation des règles juridiques, la montée en
puissance de l'extrême-D nationaliste, le sacrifice des libertés au nom du patriotisme
s'inquiètent de l'avenir de la IIIe Rép et avec Waldeck-Rousseau et Poincaré, forment le gvt de
« Défense républicaine » en juin 99
autres progressistes passent au côté des monarchistes, des bonapartistes et des nationalistes

affaire redéfinit la G et idée républicaine : G républicaine : primauté des libertés indiv et respect du
droit de la raison d'Etat
dreyfusard, jusqu'à 1GM, se considèrent cō les seuls rép car Rép fondée sur patriotisme mais aussi
Etat de droit et liberté de chacun
donne également naissance à une nvelle D : progressistes antidreyfusards deviennent la D
républicaine : seule fidèle à la patrie, à l'armée, et bascule vers les monarchistes et catho
conservateurs

cpdt, bcp d'antidreyfusards ne sont pas rép : extrême D nationaliste (contre IIIe Rép parlementaire
et libérale) pour qui l'antisémitisme est essentiel (juifs resp en partie de la décadence de la Fr, avec
le parlementarisme)
nb catho intransigeants également antidrey : contre Rép laïque ce qui les incite à se rapprocher des
nationalistes + antijudaïsme religieux

dreyfusards : progressistes, intellectuels (Anatole France, Léon Blum ou encore Zola qui sera
condamnée à un an de prison pour sa lettre ouverte)
4 juin 98, sénateur Ludovic Trarieux fonde la Ligue Française pour la défense des droits de
l'Homme et du Citoyen (LDH) → respect des droits indiv
également des radicaux et des socialo

pourtant, socialo ne défendent pas Dreyfus au début : ct st antisémites, d'autres ne voient pas
l'intérêt de défendre Dreyfus quand la prio est justice sociale et révolution
Jaurès : s'engage dans combat dreyfusard au printemps 98 : construit socialisme « jausérien » →
justice est universelle et socialisme est incompatible avec racisme, antisémitisme et xénophobie

affaire redéfinit la G : identifiée au gvt Waldeck-Rousseau (« Défense républicaine ») car peur de
l'extrême D et des monarchistes, bonapartistes et catho
23 fev 99 : Déroulède tente coup d'état lors obsèques de Félix Faure + 5 juin 99 : pdt de la rép
agressé par nationaliste : pour les rép, union de tous est indispensable

